

Ecole et démocratie en Italie : de l'unité à la fin du XXème siècle

Francesco Susi, traduction et postface de Roger Establet,
Paris, L'Harmattan, 2015, 230 pages.

Note de lecture rédigée par Charles Hadji,
Professeur émérite de l'Université Grenoble Alpes.

Depuis la publication, en 1971, de leur retentissant ouvrage *L'école capitaliste en France*, Roger Establet s'est consacré, avec Christian Baudelot, au décryptage du système éducatif français, pour en cerner le fonctionnement, et en mettre en évidence les faiblesses et les paradoxes. On sait que ce travail a produit plusieurs œuvres majeures en sociologie de l'éducation, sur les questions du niveau des élèves, de l'élitisme, ou encore de la réussite des filles. Qu'est-ce donc qui a poussé Establet à sortir du champ hexagonal, pour rendre disponible aux lecteurs français l'ouvrage que le Professeur Francesco Susi, de l'Université de Rome, a consacré à l'histoire de la conquête du droit à l'instruction en Italie, de la période de l'unité nationale à celle des années 1970 ? A l'évidence, la fécondité d'un recours à l'éducation comparée. De ce point de vue, la publication de cet ouvrage est d'abord un geste fort en faveur de cette démarche de recherche. Car un des intérêts majeurs de la comparaison en éducation est de permettre à des acteurs pris dans un contexte particulier de mieux comprendre ce qu'ils vivent grâce à la mise en perspective qu'offre une histoire suffisamment différente pour que joue l'effet distanciation, mais malgré tout suffisamment proche pour qu'on puisse y trouver des clés de lecture applicables à sa propre histoire. De ce point de vue, l'Italie est à la bonne distance !

A cet égard, l'ouvrage de Franco Susi s'avère particulièrement utile pour des lecteurs français. Il contribue en effet de trois grandes façons à nous armer « dans le travail » qui, selon les mots par lesquels le traducteur clôt sa postface, « nous attend pour limiter les effets de la reproduction sociale, à quelque échelle que soit notre situation d'acteur (classe, amphi, législation, réformes) ». Car ce que montre d'une façon forte le livre de Francesco Susi, c'est bien la permanence et la difficulté d'un tel combat. Cela est visible dans la dynamique historique propre à l'Italie. Cela ressort plus spécifiquement d'une étude de la question des rapports école/société, pour laquelle l'ouvrage apporte des éléments très éclairants. Cela enfin est perceptible dans certaines particularités de l'histoire italienne qui nous permettent de mieux saisir le sens et les enjeux de problématiques actuelles de la question éducative en France.

Le premier grand intérêt de l'ouvrage est de nous rendre accessible une histoire où, pendant une centaine d'années (1859- 1960), rien ne bouge vraiment ; alors que, « dans le bref espace de deux décennies » (années soixante et soixante-dix), l'Italie va « révolutionner » son système scolaire (p. 191). Cela permet d'identifier les forces qui s'opposent au changement, et de percevoir les conditions qui le rendent possible. Ce qui frappe l'auteur est la permanence d'un « modèle scolaire », d'une nature « fortement classiste et inégalitaire » (p. 7), marqué par des « traits accusés de

centralisation, d'autoritarisme, de bureaucratisme, de déresponsabilisation, de conformisme » (p. 75). Depuis la première grande loi l'organisant au moment de l'Unité (loi Casati, 1859), le système paraît être fait pour conserver et reproduire (« reconduire l'existant »), en offrant aux deux principaux groupes sociaux leur propre type d'école. L'analyse de chacune des cinq premières périodes distinguées -de l'Unité au fascisme ; Résistance ; immédiat après-guerre (1945-1948) ; première législature (1948-1953) ; deuxième et troisième législature (1954-1962) - se termine de façon quasi désespérante par le constat de la survivance d'un système marqué par la coexistence de deux écoles : une école d'enfermement pour le peuple (études courtes, pour l'instruction des pauvres); une école de promotion et de développement pour la bourgeoisie (études longues, pour l'instruction des riches). Celle-ci peut ainsi maintenir son « hégémonie » (p. 36), l'école secondaire demeurant « pratiquement fermée... à l'immense majorité de la population » (p. 39), les études restant « le privilège des classes dominantes » (p.65). Susi écrit en ce sens que la classe dirigeante « rationne » l'instruction aux enfants des classes populaires (p. 143). Même la Libération ne débouche que sur une « restauration » de cette « vieille école » reproductrice (p. 105) : « à la fin de la guerre, l'école italienne maintint sa traditionnelle culture classiste et sa vieille fonction de sélection sociale » (p. 130). Comment expliquer alors la « révolution » visible dans la dernière période étudiée, celle des années 60/70 ? Par l'émergence d'un contexte (un ensemble de processus venant « dynamiser » la vie sociale, politique et culturelle, dans une période de développement économique, mais aussi de conflits sociaux) rendant possible la mise en œuvre d'une « stratégie d'ensemble » (p. 169). Car une transformation/refondation de l'école exige à la fois un combat externe, d'ordre social et politique, et un combat interne, touchant les finalités, les contenus et les méthodes de l'enseignement, ce dernier combat nécessitant l'existence d'un « noyau générateur » d' « enseignants nouveaux formés dans des universités rénovées » p. 177).

L'analyse des rapports école/société permet de préciser cette idée de stratégie d'ensemble. C'est, pour nous, le deuxième apport essentiel de l'ouvrage de Susi. Car son travail met concrètement en évidence la complexité de ces rapports, et en souligne certains aspects paradoxaux, ce qui permet de comprendre pourquoi tant d'espoirs de changement ont été déçus. Par exemple, en effet, « l'instruction seule » ne suffit pas « à supprimer la misère » (p. 22). Cela témoigne d'une certaine primauté du champ socio-économique : « un bon fonctionnement de l'école » présuppose alors « la création de meilleures conditions de vie pour la population » (p. 23). Pour pouvoir réformer l'école, ne faudrait-il pas réformer d'abord la société? La société reproche périodiquement au système scolaire son incapacité de répondre à ses exigences en termes de formation et d'insertion. Et, de fait, le « déséquilibre entre l'école et le marché du travail » se révèle être « une source périlleuse d'instabilité politique » (p. 131). Mais, à travers la question du lien entre transformations économiques et sociales et modalités éducatives, se pose celle de la fonction sociale de l'école (une école au service du marché ?), et de sa capacité à « influencer sur la dynamique sociale, plutôt que de la subir » (p. 49). N'est-il pas illusoire de penser « améliorer la condition des classes populaires à travers la scolarisation » (p. 51) ? La pédagogie marxiste dénoncera « le formalisme d'une démocratie seulement scolaire », une transformation ne touchant que l'école pouvant d'ailleurs « nourrir une nouvelle passivité » (p. 125). L'école étant elle-même prise dans des conflits sociaux (p. 166), un « front uni » enseignants/autres travailleurs serait nécessaire pour réformer à la fois l'école et la société (p. 123). Mais il faut prendre acte de l' « absence de synchronisme entre l'institution scolaire et la société » (p. 172). Le système économique peut ainsi se révéler incapable d'absorber sur le marché du travail les diplômés formés par l'école. En définitive, trois histoires, et trois dynamiques, relativement autonomes, interfèrent pour produire l'histoire concrètement globale du pays : les dynamiques propres au monde politique, au champ économique, et à l'institution scolaire. Une réforme de cette dernière ne peut réussir que si un minimum de synchronisation est possible avec les deux autres univers (politique, et économique). C'est ce qu'exprime l'idée de « stratégie d'ensemble » : il faudrait pouvoir agir, de façon coordonnée, dans les trois mondes en même temps ! On peut alors se demander si l'heureux concours de circonstances n'est pas la seule clé véritable du

changement... L'ouvrage de Francesco Susi a le mérite de nous conduire jusqu'à cette question, que l'on pourra certes juger iconoclaste...

Enfin, l'ouvrage traduit par Roger Establet nous offre des éléments de réflexion très instructifs sur certains aspects des problématiques éducatives françaises actuelles. Nous en retiendrons trois. Tout d'abord, l'histoire de l'école italienne a le grand intérêt (si l'on peut parler ainsi..) de nous faire voir concrètement ce que devient l'école sous un régime fasciste. Certes, on ne sait pas ce que produirait en France, sur le plan éducatif, l'arrivée au pouvoir d'une certaine droite extrême. Mais on peut pour le moins exprimer des craintes pour l'avenir, en un tel cas, de la libre réflexion, quand on voit, avec effroi, un régime imposer aux universitaires fidélité non pas à un Etat, mais au régime lui-même, et privilégier les arguments de la matraque à la culture de l'argumentation. Car, aux dires de Giovanni Gentile, ministre de l'éducation sous Mussolini, « la matraque aussi peut faire partie des instruments de persuasion » (p. 68). Ces faits ont pour salutaire vertu de nous rappeler qu'aucun pays n'est à l'abri d'une dérive politique. On ne voit pas en quoi les français auraient à cet égard moins à craindre que les italiens, ou les allemands... Cela impose à tous les républicains un devoir de vigilance. En second lieu, l'histoire italienne montre ce qui se passe quand une religion est en capacité de s'imposer dans un Etat, au point de faire fléchir le pouvoir politique. En Italie, l'expansion de l'école privée catholique est allée de pair avec « l'introduction de parts croissantes de la culture catholique dans l'école publique » (p. 128). Un effort constant, et difficile, s'est avéré nécessaire pour lutter contre la cléricatisation et la « confessionnalisation » (p. 147) de l'école publique. On frémit à l'idée de ce qui pourrait se passer, chez nous, si telle religion (mais cela est vrai de toute religion...) devenait, de fait, dominante, au point de vouloir s'imposer à l'école pour en faire l'instrument de ses fins. Le combat pour la laïcité est toujours d'actualité. Enfin – c'est là un point qui relève d'avantage du détail, mais qui n'en reste pas moins intéressant à considérer- l'histoire italienne fait voir comment « une corporation » -en l'occurrence celle des enseignants- «soumise à un processus accéléré de déclassement social... réagit en proposant à nouveau les valeurs et les modèles d'une vieille société et de la traditionnelle école sélective » (p. 172). L'attachement de certains enseignants français aux formes traditionnelles d'évaluation serait-il un signe et un effet de la dévalorisation de la profession ? Des enseignants mieux considérés et mieux payés seraient-ils alors moins crispés sur la défense d'une école sélective ? L'avenir le dira peut-être !

Ainsi cet ouvrage constitue-t-il une contribution forte à l'étude du changement, de sa nécessité, et de ses conditions. Mais, en raison de la mise en évidence de la difficulté de réformer en profondeur, vu le nombre impressionnant de plans sans réalisation, de projets abandonnés, de lois inappliquées ; et quand le spectacle dominant est celui de « l'écroulement des espérances réformistes » (p. 160), ne pourrait-on craindre qu'il incitât à conclure que, lorsque quelqu'un proclame que le changement c'est maintenant, cela peut signifier que la perspective d'un changement ayant vraiment du sens est en train de s'éloigner ? En tout cas, l'ouvrage de Francesco Susi, solidement construit, et très richement documenté, a le grand mérite d'instruire sur les paradoxes du changement. Il est, à ce titre, digne d'intéresser, au-delà de ceux qui sont concernés par les problèmes scolaires, tous ceux qui s'intéressent à la dynamique des changements sociaux.